



Syndicat National CGT des Chancelleries et Services Judiciaires

Début du déconfinement au ministère de la justice : pas à n'importe quel prix !

Encore une fois, le ministère de la justice se distingue dans la course au retour aux conditions de travail du 19ème siècle, il faut dire que c'est aussi le ministère qui en est resté le plus proche...

Nous ne dirons jamais assez que les conditions et moyens de faire face à la crise sanitaire actuelle sont liés à la fois aux politiques libérales menées depuis des années, avec un sérieux coup d'accélérateur depuis l'avènement des macroniens, affaiblissant les populations et les services publics, à des moyens budgétaires dérisoires ainsi qu'à des réformes destructrices de ce service public.

Ainsi, le confinement que nous a fait subir le gouvernement était nécessaire du fait de l'absence de moyens suffisants pour les hôpitaux publics, de masques FFP2 en nombre suffisant et de campagnes de tests massives. L'ensemble de la population, les agents du ministère avec, a payé une première fois.

Puis, une partie des agents ont été envoyés en première ligne sans protection aucune pendant plus de deux semaines, pendant qu'une autre partie était en télétravail parfois dans des conditions indignes et que la dernière partie était placée en ASA. Entre les risques pour la santé, les risques psycho-sociaux et la peur d'attraper et transmettre la maladie à ses proches, l'addition s'alourdit.

La réponse gouvernementale à ces conditions désastreuses ? Confiscation des jours de RTT et de congés et une prime insultante tant les conditions d'octroi s'annoncent restrictives !

La réponse du ministère de la justice ? Dans les services judiciaires, la semaine se poursuit désormais jusqu'au samedi et le nombre d'heures supplémentaires pouvant être effectuées et rémunérées a été augmenté, tout comme le temps de travail hebdomadaire.

Même si ces mesures ne doivent être que provisoires et sur la base du volontariat, ce qui ne vaut pas grand chose, leur justification est baroque, sinon mensongère : la demande viendrait du terrain... Ce à quoi ils ajoutent que les organisations syndicales n'ont de cesse de condamner le trop grand nombre d'heures travaillées et non payées !? La simple application des textes est-elle trop difficile, au ministère de la justice ?

Mais le bras d'honneur aux organisations syndicales et aux instances de « dialogue social » ne s'arrête pas là : le comité technique des services judiciaires (CTSJ), qui doit obligatoirement être informé sur la durée du travail, a été informé à la va-vite sans que le point soit fixé à l'ordre du jour et la circulaire datée du même jour...

On ne peut pas dire qu'ils savent inspirer la confiance, celle qui manque tant après le scandale des masques, celui qui a conduit le ministère de la justice à envoyer les collègues au front au nom d'une doctrine qui n'a de sanitaire que le nom !

C'est bien parce qu'il manque de masques FFP2 que le gouvernement a changé de doctrine sanitaire, réservant ceux-ci aux soignants et n'imposant le port des masques dits « alternatifs » ou

« grands publics » que dans les transports en commun et seulement depuis le 11 mai. Rappelons que ce sont bien des masques FFP2 qui avaient été distribués massivement dans les juridictions en 2009 (H1N1) !

C'est d'ailleurs parce que les masques dits « alternatifs » ou « grands publics » ne sont pas aussi protecteurs que cela en fait une solution peu satisfaisante. En tout cas, leur utilité est clairement limitée lorsque le port de ces masques n'est pas imposé à tout-es, puisque ne protégeant pas le porteur du masque...

Selon l'Académie nationale de médecine, le déconfinement suppose, entre autres, que le port du masque dans l'espace public soit obligatoire, que ce soit un geste barrière supplémentaire (puisque ce type de masque ne remplace absolument pas la distanciation physique, comme nous avons pu l'entendre ici ou là).

Concernant la distanciation physique, cette même académie préconise une distance de deux mètres.

Puisque nous faisons plus confiance à l'académie de médecine qu'aux incapables, incompetents et menteurs qui nous gouvernent pour protéger notre santé, nous revendiquons l'application de ces mesures.

Nous revendiquons également la gratuité des masques FFP2 ou de masques à l'efficacité équivalente, à la fois pour les personnels (qu'ils soient fonctionnaires titulaires ou stagiaires aussi bien que contractuels, ces précisions ne sont pas inutiles!) et pour le public, afin de garantir aussi bien leur protection que la gratuité de l'accès à la justice.

Ces masques doivent être donnés aux collègues en tant que besoin, étant précisé que les agents utilisant les transports en commun en utilisent nécessairement un plus grand nombre.

Le gel hydroalcoolique doit bien évidemment être fourni en quantité suffisante, ce qui n'est, tout comme pour les masques, toujours pas le cas partout à ce jour !?

Les prestations de ménage ne doivent pas consister en un simple coup de chiffon mais à l'utilisation d'un produit approprié et de nature à éliminer les virus.

Nous appelons les collègues à exercer leur droit d'alerte et de retrait en cas de problème, nous les invitons à se rapprocher de nos mandatés dans les CHSCT, qui pourront les accompagner dans la démarche.

Il ne faut pas oublier que les chefs de juridiction ont une obligation de résultats en matière de protection de la santé des agents travaillant sur leur site (rappelons que la santé des salariés des entreprises privées sous-traitantes relève également de leur responsabilité) et que leur responsabilité pénale, civile et financière peut être engagée.

Si besoin, la grève reste une possibilité qui peut être utilisée à tout moment, l'UFSE-CGT ayant déposé un préavis couvrant la période du 11 mai au 3 juin.

Enfin, en cas de contamination, il est impératif de faire une déclaration d'accident de travail.

L'addition est vraiment lourde, c'est trop cher payé et ce n'est pas aux agents de payer les choix politiques et carences du gouvernement et du ministère de la justice.

La ministre indiquait le 12 mai : « Une autre façon de travailler pour la justice va peut-être naître de cette période particulière ». Un retour au 19ème siècle semble effectivement se profiler et nous le combattons !!!